

Urgence sociale et environnementale, même combat !

Au cours de la semaine internationale pour le climat, du 20 au 27 septembre, la CGT s'est mobilisée aux côtés des mouvements de jeunesse, des ONG et des autres syndicats, pour un développement humain durable. Plutôt que de culpabiliser les individus, c'est une réponse collective qui est attendue face à la crise sociale et climatique, sans précédent, que traverse la planète. Nous avons besoin d'une nouvelle politique qui engage la responsabilité des pouvoirs publics et du patronat, qui conjugue justice sociale et justice écologique.

De fait, on ne peut pas dissocier ces deux urgences.

La fermeture d'un bureau de Poste, d'une école ou encore d'un service de santé en zone rurale, contribue à l'exclusion sociale des usagers les plus fragiles et contraint les autres à utiliser leurs automobiles. La délocalisation d'une usine, non seulement, appauvrit un bassin de vie en France, au profit de régions où la main-d'œuvre est exploitée, mais elle contribue aussi à la hausse du transport mondial de marchandises. Des entreprises qui privilégient le rendement minimisent les dépenses (investissements) en matière de sécurité environnementale et des personnes.

Dans un communiqué commun, les organisations de jeunesse et de salariés ont appelé à la mobilisation en faveur de « l'amélioration des conditions de vie et de travail, dans le respect de l'environnement ».

Développer des services publics de proximité, relocaliser la production, conditionner les aides publiques aux entreprises, stopper les projets écologiquement et socialement rétrogrades sont quelques unes des revendications.

**Branche Poste****Augmentation des salaires, arrêt des réorg !**

La CGT, dans un courrier adressé au Président, a demandé l'ouverture des négociations salariales pour l'ensemble du Groupe La Poste. Les préoccupations liées au pouvoir d'achat et aux salaires sont bien réelles, de même la CGT a exigé l'arrêt des réorganisations. En effet, au Réseau comme au Courrier ou encore dans les Centres Financiers, les réorganisations à un rythme effréné nient la réalité du travail à effectuer et sont menées sans concertation, en méprisant le rôle contributif que les cadres pourraient avoir au travers de leur expérience. De plus, il est urgent que la souffrance au travail soit traitée par des actions concrètes pour annihiler tous risques psycho sociaux.

La Poste ne peut continuer à se retrancher derrière des outils pour imposer des organisations de travail portant atteinte à l'intégrité physique et mentale de ses personnels.

Poste Immo, avec la CGT c'est mieux !

Les prochaines élections professionnelles auront lieu du 4 au 7 novembre. A cette occasion et comme dans toutes les entreprises, le Comité Social Economique (CSE) sera mis en place et remplacera le CE.

Lors des dernières élections IRP, la CGT était en progression et représentative, avec un administrateur salarié au Conseil de Surveillance. 593 électeurs-trices dont 518 cadres sont appelés à choisir l'organisation syndicale qui saura le mieux porter leurs revendications lors des négociations à venir. Face aux besoins d'économie, aux impacts sur les évolutions métiers comme déjà les délégations de tâches par les facteurs experts, au non-remplacement des départs, les salariés de Poste Immo doivent envoyer un signe fort à la direction qui est de se porter candidat.e sur les listes CGT (avant le 16 octobre), le second sera de voter CGT.

Branche Télécoms**Philippe Martinez à Orange Village**

Le 3 octobre, la section CGT-FAPT d'Orange village, plus gros site d'île de France, accueillait Philippe Martinez, Secrétaire Général de la CGT.

Un événement qui a mobilisé une soixantaine de militants CGT permettant ainsi de couvrir 6 bâtiments regroupant plus de 5000 salariés.

Philippe Martinez a rencontré les salariés sur un plateau « Agile » et un espace « dynamique » (Flex-desk), puis il a eu un échange avec la direction sur « l'Agilité » et l'emploi.

Le midi, les salariés ont rejoint l'auditorium pour débattre de « l'Agilité », de la reconnaissance, de l'emploi, de l'intégration des prestataires, des retraites, ou encore de l'avenir du statut cadre.

Un succès qui démontre que la CGT est bien perçue par des salariés majoritairement cadres qui souhaitent s'exprimer sur leur désir de faire un travail de qualité.

Djingo bells et Christmas songs

N'est pas Djingo qui veut : Pour créer, il faut des moyens et une organisation pérenne.

Le PDG d'Orange, S. Richard, s'est rendu sur le site de Mougins (06) où les équipes (dont 150 ingénieurs) développent l'assistant vocal Djingo, une enceinte connectée, dévoilée avec tambours et trompettes lors du show Hello 2017.

Date de lancement alors annoncée : début 2018...

Mais de retards en reports, toujours rien dans les boutiques. Des problèmes techniques l'empêchent de contrôler la télévision, les objets connectés, de lancer de la musique, le tout par reconnaissance vocale.

La division Technology and Global Innovation a de plus été grandement chamboulée l'an dernier via le chantier « Vanille » et Djingo, en phase de bêta-test et qui serait lancé d'ici 3 mois, est un symptôme de l'inorganisation de l'innovation technologique au sein du groupe.



Échos

Pas l'aumône, la justice !

Le rapport Delevoye sur les retraites a attisé les colères, 2/3 des français s'opposent à cette réforme et 99% à une baisse des pensions.

Pour faire baisser la tension, le gouvernement lance une énième concertation... alors que cela fait presque 2 ans que ce projet de réforme des retraites est discuté ! Mais les vraies questions restent sans réponse : à quel âge partir en retraite et avec quel montant ? La CGT a fait des propositions en matière d'égalité salariale Femme -Homme, de prise en compte des années d'étude et de formation, d'augmentation des salaires...

Ce 8 octobre, la CGT et 8 autres organisations syndicales appelaient à des rassemblements et manifestations dans toute la France pour une véritable augmentation des pensions de retraite basée sur l'augmentation des salaires, l'arrêt du prélèvement de la CSG, des services publics de proximité...

Environnement

Ecologie sans moyens

« Make notre ministère great again ». C'est derrière ce slogan que les agents des ministères de la Transition Ecologique et Solidaire (MTES) et de la Cohésion des Territoires (MCT) se sont rassemblés le 27 septembre dernier, à Paris, pour protester contre les suppressions et les transferts de postes prévus par le projet de loi de finances (PLF) 2020.

L'intersyndicale (CGT, FO, CFDT, SNE-FSU et le Syndicat National de l'Environnement) entendait rappeler qu'en 10 ans, de 2013 à 2022, ce seront 15.000 emplois au total qui auront été supprimés dans ces deux ministères, contredisant les déclarations des gouvernements successifs en matière d'engagement contre le réchauffement climatique ou pour la préservation de la biodiversité et l'urgence dans le domaine de l'écologie, notamment.

L'Etat doit la vérité et Lubrizol doit payer !

Ce 1^{er} octobre, 5000 personnes se sont rassemblées à Rouen pour exprimer inquiétude et colère et réclamer la transparence. Trop de questions restent sans réponse, pourquoi le principe de précaution n'a-t-il pas été activé, dès la connaissance de l'incendie, dans une usine classée SEVESO seuil haut ? Pourquoi les autorités ne répondent-elles pas aux questions précises sur les analyses effectuées ? Pourquoi aucune mesure de protection n'a-t-elle été lancée pour les riverains ?

Nous exigeons la publication de la composition exacte des produits et la levée du secret de fabrication ainsi que la communication de tous les résultats d'analyses (eau, sol, air, végétaux, lait...) avec les modes opératoires de prélèvement. Une manifestation a eu lieu ce 8 Octobre à Rouen pour exiger du gouvernement des réponses écrites, une autre est aussi prévue ce 12 octobre.

International

Omar Faruk doit être réintégré !

Le Bangladesh, pays déjà tristement célèbre pour l'effondrement des ateliers textiles du Rana-Plaza, s'attaque maintenant au droit syndical avec Omar Faruk. Omar est membre de la Fédération nationale des travailleurs de l'habillement (NGWF). Cela lui vaut d'être en butte aux foudres de la direction de son usine qui le harcèle depuis 3 mois pour qu'il démissionne et qui l'a finalement fait tabasser, le 11 septembre dernier.

Il a depuis dû quitter l'usine et est considéré comme démissionnaire. La CGT exige qu'il soit rétabli dans ses fonctions et que les coupables soient traduits en justice. Elle demande que les donneurs d'ordre, (H & M, Primark, Walmart, Tesco, Carrefour ou Aldi) cessent de travailler avec des entreprises qui ne respectent pas les droits de l'OIT et les droits humains.

Et ce conformément à la loi sur le « devoir de vigilance » votée, il y a 3 ans, par le Parlement français.

Rejoignez l'Union Fédérale des Cadres CGT sur son site www.cgt-fapt.fr espace Cadres

Échos

Un budget à pleurer

Lâcher 754 millions d'euros pour répondre aux six mois de mobilisation des personnels des urgences ne suffit pas à convaincre que la crise est passée.

Cette crise n'est que le reflet de celle qui touche l'ensemble du personnel hospitalier depuis deux ans, et plus globalement celle du système de santé.

Répondre aux besoins des personnels et des patients, ouvrir des lits, embaucher du personnel, améliorer les conditions de travail... nécessite une véritable volonté politique que le projet de loi de finances de la Sécurité Sociale pour 2020 ne contient pas. Avec un taux de progression des dépenses identique à 2018 et inférieur à 2019, aucune des exigences ne sera satisfaite.

L'hôpital n'a pas besoin de charité mais d'un grand effort budgétaire soutenu.

Justice

Assurance chômage, la CGT saisit la justice

La CGT a déposé, le 1^{er} octobre, un recours devant le Conseil d'Etat pour contester le décret du 26 juillet relatif au régime d'assurance chômage.

La CGT est bien décidée à combattre par tous les moyens cette réforme qui vise à réaliser 3,4 milliards d'euros d'économie en 2 ans. De plus avec le nouveau mode de calcul, des allocataires vont voir leurs allocations divisées par 2 ou 3. Il y a aussi rupture d'égalité puisque la dégressivité va toucher uniquement les cadres.

L'effet de seuil pour ouvrir des droits s'apparente quant à elle à une discrimination indirecte, puisque la mesure va affecter essentiellement les jeunes. Pour ouvrir des droits, il faudra avoir travaillé 6 mois sur les 24 derniers mois, contre 4 mois sur 28 selon les règles antérieures. D'après l'Unedic, 1,3 million demandeurs d'emploi devraient perdre des droits dans le cadre de cette réforme.

Barèmes Macron, pas au tarif !

La cour d'appel de Reims a ouvert une brèche importante concernant les barèmes instaurés par Macron sur les indemnités de licenciement abusifs. En effet, elle estime que le juge peut écarter ces barèmes s'ils portaient une atteinte disproportionnée aux droits des salariés à une juste réparation de leur préjudice.

La cour d'appel de Reims refuse, ainsi, de se ranger à l'avis du 17 juillet de la cour de cassation. Le combat doit donc se mener devant les juges de fond (prud'hommes et Cours d'Appel) qui sont les seuls à pouvoir établir le préjudice réel subi. Par ailleurs, la CGT a déposé une réclamation devant le Comité européen des Droits Sociaux contre ces barèmes contraires aux engagements internationaux de la France et qui découragent les salariés licenciés illicitement à faire valoir leurs droits aux prud'hommes.

Égalité

Le travail, l'enjeu majeur oublié

Chaque année, 230 000 femmes sont victimes de violences conjugales, depuis janvier 117 sont mortes.

Y mettre fin passe par la mise en place de mesures spécifiques au travail, bien loin des « mesurette » annoncées lors de l'ouverture du Grenelle des violences conjugales. Pourtant, le travail est la planche de salut pour l'écrasante majorité des femmes.

La CGT s'est battue pour que l'Organisation Internationale du Travail mette en place une norme internationale. Celle-ci enjoint les États à adopter des mesures de protection des victimes dans le cadre de leur activité professionnelle.

Si la France la ratifie, les femmes pourront bénéficier de 10 jours de congés payés, d'aménagements du travail et d'un droit à la mobilité géographique. La CGT revendique aussi 500 millions d'euros pour recruter le personnel nécessaire et former policiers, gendarmes et magistrats.